



CHAPITRE 111

Loi concernant Claude Desfossés

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Suspension
de la pres-
cription.

1. Malgré toute prescription applicable et malgré le jugement rendu à son sujet par la Cour supérieure en date du 22 avril 1970 dans le district de Montréal, Claude Desfossés a le droit, d'ici le 1^{er} janvier 1980, de s'adresser au tribunal compétent pour exercer les recours qui pourraient découler de l'inexécution par la Ville de Montréal de ses obligations à son égard.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.